

J02 Avis de Marché appel d'offre standard Dir24

Département(s) de publication : 75

Annonce No 19999600000p

Date : 03/02/2019

I. II. III. IV. VI.

AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM ET ADRESSES

CAISSE DES DEPOTS, Numéro national d'identification : 18002002600019, 56 rue de Lille, 75007, Paris, F, Téléphone : (+33) 1 58 50 00 00, Courriel : correspondre@aws-france.com, Code NUTS : FR

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.caissedesdepots.fr>

Adresse du profil acheteur : <http://agysoft.marches-publics.info>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://agysoft.marches-publics.info>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <http://agysoft.marches-publics.info>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Organisme de droit public

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Affaires économiques et financières

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) **Intitulé :** Prestations d'assistance technique pour soutenir la mise en œuvre des projets de développement fixe et mobile portés par les collectivités territoriales

Numéro de référence : 19999600000p

II.1.2) **Code CPV principal :**

Descripteur principal : 79400000

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) **Type de marché**

Services

II.1.4) **Description succincte :** L'objectif de cette prestation est donc d'appuyer et de contribuer à l'effort de l'Agence du numérique dans sa participation à l'accompagnement des collectivités pour la réalisation des infrastructures numériques fixes et mobile Thd, sous la forme d'expertises complémentaires à l'instruction des demandes de financement et au suivi des projets de réseaux d'initiative publique Ftth, à l'accompagnement des collectivités territoriales dans l'identification de leur besoins de recours à des technologies alternatives au Ftth pour garantir l'atteinte de l'objectif 2020 et des sites à déployer pour améliorer la couverture fixe et mobile du territoire

II.1.5) **Valeur totale estimée :**

Valeur hors TVA : 5 800 000 euros

II.1.6) **Information sur les lots :**

Ce marché est divisé en lots : oui

Il est possible de soumettre des offres pour tous les lots

Mots descripteurs : Etude

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) **Intitulé** : Mobile, fixe, Missions transversales et prestations d'assistance technique et juridique

Lot n° : 1

II.2.2) **Code(s) CPV additionnel(s)**

Code CPV principal : 79400000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) **Lieu d'exécution**

Code NUTS : FR

Lieu principal d'exécution :

II.2.4) **Description des prestations** : Mobile, fixe, Missions transversales et prestations d'assistance technique et juridique

II.2.5) **Critères d'attribution**

critères énoncés ci-dessous

Critère de qualité

1. Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique / Pondération : 60

Coût :

1. Prix des prestations apprécié au regard du montant total estimatif (somme de la Dpgf et du Dqe) / Pondération : 40

II.2.6) **Valeur estimée**

Valeur hors TVA : euros

II.2.7) **Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de sa notification. L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement 1 fois, pour une nouvelle durée de deux (2) ans

II.2.9) **Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer**

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

II.2.10) **Variantes**

Des variantes seront prises en considération : non

II.2.11) **Information sur les options**

Options : oui

Description des options : Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouvel accord-cadre pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article 30-I.7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent accord-cadre

II.2.12) **Informations sur les catalogues électroniques**

II.2.13) **Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) **Informations complémentaires :**

Mots descripteurs : Etude

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) **Intitulé** : Développement d'outils techniques, cartographiques

Lot n° : 2

II.2.2) **Code(s) CPV additionnel(s)**

Code CPV principal : 79400000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) **Lieu d'exécution**

Code NUTS : FR

Lieu principal d'exécution :

II.2.4) **Description des prestations** : Développement d'outils techniques, cartographiques

II.2.5) **Critères d'attribution**

critères énoncés ci-dessous

Critère de qualité

1. Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique / Pondération : 60

Coût :

1. Prix des prestations apprécié au regard du montant total estimatif (somme de la Dpgf et du Dqe) / Pondération : 40

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : euros

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 48

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de sa notification. L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement 1 fois, pour une nouvelle durée de deux (2) ans

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : non

II.2.11) Information sur les options

Options : oui

Description des options : Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouvel accord-cadre pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article 30-I.7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent accord-cadre

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires :

Mots descripteurs : Etude

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions : * Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45 et 48 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 (cf. formulaire Dc1 à renseigner)

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection : * Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant, sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité du candidat, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (Cf. formulaire Dc2 à renseigner)

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat (Cf. formulaire Dc2 à renseigner) ; - Liste des principaux services effectués au cours des trois (3) dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (cf. tableau des références à renseigner). Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (cf. fiche des références à renseigner)

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.5) Information sur la négociation

IV.1.6) Enchère électronique :

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

Numéro de l'avis au JO série S :

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

4 mars 2019 - 11:30

IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

Date :

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

L'offre doit être valable jusqu'au :

ou

Durée en mois : 3 (A compter de la date limite de réception des offres)

IV.2.7) Modalité d'ouverture des offres

Date : 5 mars 2019

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.1) RENOUELEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service Dume. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://agysoft.marches-publics.info> - La présente procédure d'appel d'offres ouvert est soumise aux articles 25-i, 67 et 68 du décret no2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. L'accord-cadre comprend des prestations à prix forfaitaires et à prix unitaires à bons de commande, sans minimum, ni maximum en valeur ou en quantité et conclu avec un opérateur économique par lot. Le montant indiqué aux rubriques Ii.1.5 et Ii.2.6 est un montant estimatif sur la durée totale de l'accord-cadre (4 ans). Le dossier de consultation des entreprises (Dce) est dématérialisé et disponible gratuitement et téléchargeable uniquement à l'adresse électronique suivante: <https://caissedesdepots.marches-publics.info>. Cette consultation est conforme au dispositif d'expérimentation DUME, et permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET en complétant le formulaire de candidature en ligne Dume. Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires Dc1 et Dc2 disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration> Candidat, ainsi que le document de présentation des références joint au Dce. La capacité des candidats sera évaluée au regard des éléments et renseignements demandés au titre de leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Les offres seront jugées au regard des critères et sous-critères suivants: 1/ Valeur technique (60%) appréciée au regard du mémoire technique permettant d'apprécier : - qualité de la méthodologie proposée (60%) - pertinence et expérience de l'équipe dédiée (40%) 2/ Prix des prestations apprécié au regard du montant total estimatif (total de la DPGF et du Dqe) : 40% les documents à remettre au titre de l'offre sont listés à l'article 4.2 du règlement de consultation. Conformément à la législation française, l'ouverture des offres n'est pas publique. Les modalités de transmission électronique des plis sont précisées dans le règlement de la consultation

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181, Paris, F, Téléphone : (+33) 1 44 59 44 00,
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr, Fax : (+33) 1 44 59 46 46, Adresse internet
: <https://paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Les voies de recours sont les suivantes : 1) jusqu'à la signature du marché, le référé Précontractuel contre la procédure d'attribution (article L. 551-1 du code de justice administrative); 2) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution ou, en l'absence de publication d'avis d'attribution, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat: référé contractuel Contre le contrat (art. L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative); 3) dans un délai de 2 mois à compter de la publicité de l'avis d'attribution du Marché: recours de pleine juridiction en contestation de la validité du marché ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles assorti, Le cas échéant, d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat (sur le fondement de l'article L.521-1 du code de justice administrative)

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

1.e.r février 2019

Éléments de facturation :

Numéro du service exécutant : **FACTURES_PUBLIQUES**

Numéro d'engagement juridique : **19999600**

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 18002002600019

Libellé de la facture : Caisse des dépôts Deoff2-Plateforme exécution dépenses 56, rue de Lille, F-75356 Paris 07 Sp.

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation

<http://www.boamp.fr> : 4 mars 2019

Objet de l'avis : Prestations d'assistance technique pour soutenir la mise en oeuvre des projets de développement fixe et mobile portés par les collectivités territoriales

Nom de l'organisme : Caisse des dépôts et consignations

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun